

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JANVIER 2020

Délibération n° 2020-017- DC

Date d'affichage :

Le 5 février 2020

Effectif statutaire : 93
Membres en exercice : 93
Quorum : 47
Présents : 52
Excusé(s) : 20
Dont représenté(s) : 16
Absent(s) : 21

Nombre de votants : 68

Secrétaires de séance :

*Madame Jacqueline TARDIVEL,
Conseillère communautaire de la
Commune de Vernantes et
Monsieur Grégory PIERRE,
Conseiller communautaire de la
Commune de Villebernier*

Le trente janvier deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guigliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le vingt trois janvier deux mille vingt.

Présents : (52)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Lionel FLEUTRY, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUULT, Anatole MICHEAUD, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON, Patrick ALOPE, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Françoise AUVINET, Gilles BARDIN, Noël BAUDOUIN, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Bernard BOUTIN, Claudia CHARTIER, Bruno CHEPTOU, Patrick CONDEMIN, Françoise DAMAS, Diane de LUZE, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Didier GUILLAUME, Alain JOBARD, Sylviane LE COQ, Eric LEFIEVRE, Danielle LEGUAY, Jack LOYEAU, Patrice MOUCHAR, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, André NIORT, Alain PASSEDROIT, Nicole PEHU, Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME, Dominique SIBILEAU, Françoise SILVESTRE DE SACY, Jean-Marcel SUPIOT, Gilles TALLUAT, Jacqueline TARDIVEL, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Gérard PERSIN par Serge BRANCHEREAU

Excusés : (20)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Danièle ADAM, Michel APCHIN, Laurence DELAUNAY, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Alain LEFORT, Astrid LELIEVRE, Frédéric MORTIER, Patrice PEGE, Isabelle TAILLECOURS, Gabriel TAILLEE

Dont excusés ayant donné pouvoir : (16)

Michel PATTEE à Anatole MICHEAUD, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Jean-Yves FULNEAU, Marc BONNIN à Lionel FLEUTRY, Patrice VERITE à Alain BOISSONNOT, Michel APCHIN à Jean-Pierre ANTOINE, Laurence DELAUNAY à Danielle LEGUAY, Béatrice GUILLON à Jack LOYEAU, Benoît LAMY à Alain PASSEDROIT, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET, Alain LEFORT à Claudia CHARTIER, Astrid LELIEVRE à Jean-Michel MARCHAND, Frédéric MORTIER à Nicole PEHU, Patrice PEGE à Sylviane LE COQ, Isabelle TAILLECOURS à Eric TOURON, Gabriel TAILLEE à Patrice MOUCHAR.

Absents : (21)

Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Fabrice ANGER, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Fabrice DUFOUR, Gilles GOUZIL, Renaud HOUTIN, Marie-France LE NEILLON, Lydia L'HERROUX, Eric MIGNOT, Nathalie MORON, Laurent NIVELLE, Nicolas OGHEREAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Caroline RABAULT, Didier ROUSSEAU, Marie SEYEUX, Michel SIRE, Florian STEPHAN, Sylvie TAUGOURDEAU

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

1. Dans le cadre de nombreux mouvements d'agents au sein de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire [CASVL] (départs à la retraite, réussites aux concours...) il apparaît opportun de modifier le tableau des emplois et des effectifs actuel afin de procéder à une régularisation des situations.

2. Actuellement, certains emplois apparaissent ouverts au tableau des effectifs de la CASVL alors qu'ils ne sont pas pourvus en pratique.

Pour information, un emploi ouvert au tableau des effectifs n'est pas nécessairement pourvu par un agent titulaire. En effet, un agent contractuel peut occuper temporairement un emploi permanent dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

La collectivité peut également faire le choix de laisser volontairement des emplois ouverts au tableau des effectifs alors qu'ils ne sont pas pourvus dans l'attente d'une décision de recrutement.

Les employeurs territoriaux ont par ailleurs la possibilité de supprimer des emplois en respectant la procédure établie.

Il est précisé que les 3 propositions de suppressions de postes figurant ci-dessous constituent principalement une mesure de régularisation de la situation, suite notamment à des départs d'agents ayant quitté la collectivité.

a. Suite au départ d'un attaché titulaire par voie de mutation, il revient à l'assemblée délibérante de fermer l'emploi existant et de créer un emploi de chargé de mission contractuel développement économique à temps complet sur les fondements de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (emploi permanent de catégorie A lorsque la nature des fonctions le justifie), notamment afin d'accompagner les entreprises et développer une animation du tissu économique du territoire.

Cet emploi sera rémunéré en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. La rémunération comprendra également les primes et indemnités correspondant au cadre d'emploi et aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires.

4. Dans le cadre du départ d'un rédacteur territorial à temps complet au sein de la Direction des Moyens Généraux (DMG) – service Finances, il est nécessaire de transformer cet emploi en poste d'adjoint administratif à temps complet.

5. Pour faire suite à la mobilité interne d'un agent initialement recruté à la Direction des Ressources Humaines (DRH) – service recrutement, partant à la Direction de l'Aménagement et de la Cohésion du Territoire (DACT) – service politiques sociales, Il est nécessaire de transformer un emploi de rédacteur contractuel à temps complet par un emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe.

6. Dans le cadre du départ d'un technicien contractuel à temps complet au sein de la Direction Générale – service systèmes d'information (SI) , il est nécessaire de transformer cet emploi en poste d'adjoint technique à temps complet.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Technique le 24 janvier 2020,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'entériner les modifications d'emplois telles que présentées ci dessous :

1. Modification du tableau des emplois et des effectifs :

BUDGET PRINCIPAL (1) :

Secteur Juridique - DMG :

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Temps de travail
Attaché principal	A	Temps complet	-1	1	Attaché	Temps complet

Secteur Lecture publique - DAC

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Temps de travail
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	Temps non complet	-1	+1	Adjoint administratif	Temps complet

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Technicien	B	Temps complet	-1	1	Adjoint technique	C	Temps complet

Secteur gestion des milieux aquatiques et biodiversité - DEGE

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Ingénieur	A	Temps complet	-1	+1	Technicien principal de 2 ^e classe	B	Temps complet

Secteur pédagogie et sécurité - DPS

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Éducateur des activités physiques et sportives	B	Temps complet	-1	+1	Éducateur des activités physiques et sportives principal de 2 ^e classe	B	Temps complet

Secteur Lecture Publique - DAC

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Assistant de conservation principal de 2 ^e classe	B	Temps complet	-1	+1	Assistant de conservation de patrimoine	B	Temps complet

BUDGET EAU POTABLE (2) :

Secteur administratif et financier - DEGE

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Rédacteur principal de 1 ^e classe	B	Temps complet	-1	+1	Rédacteur principal de 2 ^e classe	B	Temps complet

BUDGET SPANC (5) :

Secteur SPANC – DEGE

ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Technicien	B	Temps complet	-1	1	Adjoint technique	C	Temps complet

2. Suppression d'emplois au tableau des emplois et des effectifs :

BUDGET PRINCIPAL (1) :

- 2 postes à temps non complet d'opérateurs des activités physiques et sportives

Grade	Catégorie	effectif	Temps de travail
Opérateur des APS	C	- 2	Temps non complet

BUDGET SPANC (5) :

- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal de 2è classe

Grade	Catégorie	effectif	Temps de travail
Adjoint administratif principal de 2è classe	C	- 1	Temps complet

3. Modification du tableau des emplois et des effectifs :

BUDGET PRINCIPAL (1) :

	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION			
Direction/ Service	Grade/ fonction	Type de recrutement/ durée de l'engagement	Temps de travail	Effectif		Grade	Type de recrutement / durée de l'engagement	Temps de travail
DDEA- développement économique	Attaché territorial (catégorie A)	titulaire	Temps complet	-1	+ 1	Attaché territorial (catégorie A) – Chargé de mission développement économique	Emploi permanent. Si contractuel : article 3-3- 2° loi n°84-53 du 26/01/1984 – 3 ans maxi renouvelable dans la limite de 6 ans. A l'issue renouvellement en CDI	Temps complet

4. Modification du tableau des emplois et des effectifs :

BUDGET PRINCIPAL (1) :

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Temps de travail
Rédacteur territorial	B	Temps complet	-1	+1	Adjoint administratif	Temps complet

5. Modification du tableau des emplois et des effectifs :

BUDGET PRINCIPAL (1) :

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION		
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Temps de travail
Rédacteur territorial	B	Temps complet	-1	+1	Adjoint administratif principal 2è classe	Temps complet

ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION			
Grade	Catégorie	Temps de travail	Effectif		Grade	Catégorie	Temps de travail
Technicien territorial	B	Temps complet	-1	1	Adjoint technique	C	Temps complet

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 1^{er} trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté
d'Agglomération Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	4- Fonction publique	4.1 – Personnel titulaires et stagiaires de la FPT
-------------------	----------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »